

revenu brut de \$2,500 à 1 p. 100 représenterait \$25 et serait facile à calculer, le total qu'aurait payé l'agriculture, sur une base de 1 p. 100 sur l'ensemble des opérations de 1943, se chiffrant à environ treize millions de dollars.

#### *Exportation d'après-guerre des produits agricoles*

Ce qui inquiète le plus le cultivateur ontarien actuellement, c'est la perspective de perdre ses marchés, dans la période d'après-guerre. L'idée de ce qui pourrait advenir de lui s'il perdait une partie considérable de son marché du bacon, du fromage, des œufs, du bœuf, etc., l'effraie. Il se souvient que ses concurrents, relativement à plusieurs de ces produits, étaient cultivateurs de l'Europe septentrionale à qui revenait une large part du marché britannique, le plus grand marché importateur du monde. La concurrence de ces pays était due, dans une grande mesure, au fait que nous, Canadiens, étions satisfaits de leur exporter de vastes quantités de céréales secondaires et d'autres provendes et de les leur vendre, sur les marchés mondiaux, à des prix souvent inférieurs au coût de revient. Cela permettait à nos concurrents d'élever des bestiaux en nombre infiniment plus grand que ne l'aurait permis leur production domestique de provendes, puis d'exporter le produit fini. Cette politique d'exportation de céréales secondaires et de provendes nous a été funeste à double titre: En premier lieu, cela n'était pas la bonne méthode de cultiver nos terres. Dans bien des cas nous avons ruiné nos terres au lieu de les cultiver de la manière que la nature veut qu'elles le soient, c'est-à-dire, en gardant sur la ferme assez d'animaux pour consommer la majeure partie de la production et en retournant cette production à la terre sous forme de fumier et d'humus. En second lieu, cette politique permettait à nos concurrents de produire le produit fini que nous aurions pu produire nous-mêmes. Mais la guerre a changé cela et nous avons aujourd'hui, sur le continent nord-américain, une population d'animaux de ferme presque suffisante pour subvenir à nos besoins et à ceux de nos Alliés; et le maintien de cette population d'animaux requiert, à l'heure actuelle, autant de provendes essentielles qu'il nous est possible d'en produire. Nous devrions assurément continuer, durant la période d'après-guerre, cette politique de donner notre production en pâture à nos animaux, et l'exportation, que ce soit au moyen du prêt-bail, de l'aide mutuelle, de contingentements ou de ventes directes, devrait se limiter aux produits finis.